

CODE ROUGE RÉVOLUTIONNAIRES

**L'info marxiste
des informaticiens
anticapitalistes**

*Bulletin publié par les militants
et sympathisants NPA
de CGI et Cap Gemini*



NON A LA LOI DARMANIN

FACE AU RACISME D'EN HAUT, NOTRE SOLIDARITE DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

La scélérateuse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! Après le rejet de la loi par une motion préalable, le gouvernement s'entêtera-t-il jusqu'au bout pour faire adopter ses propositions les plus abjectes ? L'Assemblée nationale avait en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélérateuse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.

Éditorial du NPA du 11 décembre 2023

Grève à CGI : deux jours pour relever la tête

Les 5 et 6 décembre, une mobilisation importante a eu lieu à CGI avec deux jours de grève. La participation a été significative, atteignant une cinquantaine de personnes le premier jour et maintenant une forte présence le second. Les discussions se sont concentrées sur des enjeux clés comme les salaires mais aussi les conditions de travail qui se dégradent.

Des revendications majeures ont ainsi été formulées, notamment une augmentation salariale de 400€ nets avec un plancher de 2000€, l'arrêt du flex-office, une meilleure indemnisation du télétravail et l'augmentation de la part employeur sur les titres restaurant avec un restaurant d'entreprise.

La grève s'est conclue sur une note positive, malgré une participation décroissante. Cette action a renforcé la solidarité parmi les collègues, permettant de mieux préparer la suite du mouvement.

Capgemini : les locaux changent, pas la politique de la direction

La direction de Capgemini nous expliquait que la fusion des locaux permettrait de faire des économies, par exemple sur le loyer et l'entretien du site de Pessac. Là-dessus on peut les croire sur parole, mais c'est dans la poche des actionnaires de Capgemini que ces économies iront. Car pour l'instant, aucune augmentation de salaire, aucune embauche massive n'est en vue, alors que ce serait pourtant l'urgence, avec l'inflation et toutes les heures supplémentaires qu'on nous fait faire. Ça commence à représenter beaucoup d'« économies », qu'il va falloir aller arracher tous ensemble par la lutte, qu'on vienne du site de Mérignac ou de celui de Pessac.

Des bureaux pour tout le monde !

A Capgemini et à CGI, les fermetures des sites de Pessac et des bureaux de Sextant respectivement s'accompagnent d'une mise en place progressive du flex-office dans les deux boîtes : il faudra réserver son bureau sur une application ! Par manque de place nous dit-on. Rien à faire des salariés ayant besoin d'un bureau adapté. C'est donc le choix de Capgemini et de CGI : faire des économies de bureaux (qui ne profiteront qu'aux actionnaires) au détriment de nos conditions de travail.

Un bureau équipé pour chacun, c'est le minimum que l'on doit exiger !

Alimentation : salaires et titres restaurants ne suffisent plus !

La ronde des entretiens annuels s'est terminée à Capgemini et marque le début de la déception et de la colère qui va avec. Nous sommes nombreux à constater que les entretiens n'ont souvent servi qu'à "recadrer" les équipes. Là où on aurait dû discuter augmentations et perspectives d'avenir, on a reçu des sermons et des remontrances. Encore une fois les managers ont joué leur rôle de contremaître pour justifier à l'avance qui aurait le droit à des augmentations et qui devrait continuer à se serrer la ceinture en ces temps d'inflation. Il serait cependant trop simple de n'en vouloir qu'aux "career manager". Il suffit de lever la tête et de suivre la longue chaîne hiérarchique faite de carottes et de menaces pour se rendre compte que c'est toujours les mêmes à l'origine de nos déceptions et que ceux-là, l'année prochaine, seront augmentés sous forme de dividendes.

Stop aux massacres à Gaza !

À Gaza, la guerre ne fait que s'amplifier, avec plus de 17 700 morts déjà. Si les grandes puissances ont pris le parti de l'État d'Israël et de sa guerre contre un peuple, un peu partout sur la planète, la solidarité avec les Palestiniens continue à s'exprimer, notamment dans la rue. À Paris, la manifestation de samedi a compté avec la présence du collectif « Soignantes pour Gaza », qui manifeste depuis plusieurs semaines son indignation face à cette guerre où les hôpitaux sont aussi pris pour cibles.

La guerre ne s'arrête pas, notre mobilisation doit continuer, soyons nombreuses et nombreux aux prochaines manifestations.

Qu'on se le dise !

En plus de ses feuilles d'entreprise, le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) édite le journal *RÉVOLUTIONNAIRES, pour un parti des travailleurs communiste et internationaliste*. Au sommaire du numéro 8 de décembre : solidarité avec le peuple Palestinien, lutte contre l'extrême droite, et l'actualité vue par les travailleurs à PSA, Renault, dans les transports et la santé. Demandez-le aux diffuseurs de *Code Rouge* !